

Une zone industrielle de pointe, au service de l'industrialisation togolaise



www.pia-togo.com



Site web: www.ecoetfinances.com

Prix: 300Fcfa

Journal des entrepreneurs

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC



Nomination

UN KENYAN À LA TÊTE DU GROUPE ECOBANK



Jeremy Awori, DG Ecobank

Conseil national du dialogue social

Le gouvernement œuvre pour des solutions idoines

La salle de conférence de la SAZOF à Lomé a abrité ...

Page 3

Page 2

Culture de l'excellence

Plus de 300 meilleurs élèves bénéficient du projet PASKIT

La 7ème édition 2022 – 2023) du projet d'Assistance ...

Page 7

Initiative privée

Le FNDA subventionne 37 projets agricoles

FNDA), a procédé le 9 septembre 2022, à la signature des conventions de projets ...

Page 6

Climat des affaires au Togo

L'AGET dévoile les grands axes du Livre Blanc 2023

Page 4

LES MERCREDIS DU FISC

Tous les 1^{er} mercredi du mois à partir de 10h30

Canal OTR
Office Togolais des Recettes-OTR

OTR

SUNU Bank

Pour une rentrée sereine

Choisissez le crédit scolaire de SUNU Bank Togo

Jusqu'au 31 Octobre 2022



CRÉDIT SCOLAIRE

Prenez contact avec votre gestionnaire

+228 22 21 20 47

SUNU Bank Togo

Conseil national du dialogue social

Le gouvernement œuvre pour des solutions idoines

La salle de conférence de la SAZOF à Lomé a abrité le 9 septembre 2022, une réunion du Conseil national du dialogue social (CNDS). Initiée par le gouvernement, la rencontre a été élargie aux représentants des fédérations des syndicats des enseignants du secteur l'éducation, au collectif des syndicats de base du secteur de la santé, aux représentants de l'Union nationale togolaise des associations des parents d'élèves ainsi qu'aux responsables de l'enseignement confessionnel.

● Eyrām AKAKPO



Cette réunion qui a rassemblé dix ministres a permis au gouvernement de réaffirmer sa volonté de dialogue, de concertation et d'écoute des préoccupations et doléances des travailleurs, malgré le contexte économique difficile. L'occasion était aussi pour les participants d'échanger sur les préoccupations du moment notamment la vie chère, la sécurité, la santé et la rentrée scolaire qui s'annonce dans un contexte de vie chère. « Cette rencontre du CNDS a fait état des lieux de la disposition de la sécurité en vigueur dans le pays. Nous avons aussi écouté le ministre des finances qui nous a donné une approche de la réalité financière du pays et nous nous sommes prononcés sur l'état de mise en

œuvre du mémorandum. Sans ambages, tout ce que nous avons dit, se met à l'œuvre, sauf qu'il y avait à accélérer un certain nombre de points que nous avons indexé. Ces points ont été relatifs à la proclamation des résultats des enseignants du concours de recrutement, dont un nombre assez impressionnant d'enseignants volontaires », a indiqué Kanitom Kofi, porte-parole des fédérations de syndicats d'enseignants. « Nous avons également évoqué le problème de la rentrée qui pose problème par rapport au fonds de fonctionnement parce que depuis un certain temps, il y a eu exonération des frais de scolarité. La première expérience a été amère, car pour avoir les frais de fonctionnement, les chefs d'établissement

ont affronté beaucoup de problèmes. Les ministres en charges des finances et de l'éducation ont promis accélérer le processus afin que cette rentrée ne connaisse plus de ces problèmes », a-t-il ajouté. Représentant les syndicats des agents de la santé, le Dr Gilbert Tsolényanou est revenu sur le recrutement des agents de santé et les équipements en milieu hospitaliers. En effet, le 3 août 2022, le gouvernement a publié une liste additive de 536 agents pour compléter la liste de 700 agents recrutés en 2021 dans le secteur de la santé. « Nous avons apprécié cette action tout en rappelant les autres points qui restent. Il s'agit de recruter avant la fin de cette année, 2596 agents comme le stipule les recommandations du groupe

de travail. Les autres points sont les équipements en milieu hospitaliers », a indiqué Gilbert Tsolényanou. Les ministres présents à cette rencontre ont réaffirmé leur engagement à œuvrer pour que des solutions idoines soient trouvées aux différentes préoccupations dans les secteurs de l'éducation et de la santé. « Par rapport aux interventions des fédérations des syndicats des enseignants, nous nous sommes rendus compte que le gouvernement, tout comme les autres acteurs, ont beaucoup travaillé pour que le protocole d'accord relatif au secteur de l'éducation signé en 2019, ainsi que le mémorandum d'entente sur le secteur de l'éducation qui avait été signé le 10 mars 2022, que les dispositions et les engagements qui avaient été souscrits sont respectés. A cet égard, le gouvernement annonce que dans les prochains jours, les résultats du concours de recrutement des enseignants sera proclamé et la proclamation de ces résultats permettra d'intégrer un certain nombre d'enseignants volontaires », a déclaré le ministre de la fonction publique, du travail et du dialogue sociale, Gilbert Bawara. « Je voudrais dire que nous avons constaté avec beaucoup de satisfaction l'esprit d'écoute, la volon-

té d'apaisement, le souci de continuer à œuvrer pour que la rentrée scolaire et les activités pédagogiques puissent se dérouler dans un climat de sécurité et d'apaisement », a-t-il précisé. Selon le ministre, dans le secteur de la santé, toutes les doléances ne sont pas satisfaites, mais il y a des pas de progrès. « Nous nous réjouissons que cette réunion ait connu une forte participation d'une délégation du gouvernement, et nous a permis de réaffirmer notre volonté d'écouter et du dialogue, de réaffirmer notre souci de préservation et même de renforcement du climat social », a conclu Gilbert Bawara. Le gouvernement a noté les autres préoccupations et va poursuivre ses réflexions pour apporter les solutions à la limite des ressources disponibles. Cette réunion du Conseil national du dialogue social (CNDS) est une satisfaction pour le gouvernement. « Nous nous réjouissons que cette réunion ait connu une forte participation d'une délégation du gouvernement, et nous a permis de réaffirmer notre volonté d'écouter et du dialogue, de réaffirmer notre souci de préservation et même de renforcement du climat social », a conclu Gilbert Bawara.

ECO & FINANCES

Journal d'informations, d'investigations économiques, financières et boursières
Email : ecofinances.infos@gmail.com
Site web : www.ecoetfinances.com
REC N° 0643/01/08/2022/HAAC
Adresse : rue de l'énergie Agbalepedogan derriere l'ecole cour lumiere - Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Bernard D. AFAWOUBO
00228 90 90 49 83

Chef d'édition

Eyrām AKAKPO
00228 93 64 07 85

Rédacteurs

Keziah KPATIDE
SALLAH Patience
Yves ATCHANOUVI
Kodji GATOR JOE

Direction commerciale

00228 97 25 84 84

Graphiste

FOLIKOUE ATA K. Achille

Imprimerie

TOGO V.SPRINTS
Tirage: 3000

Nomination

Un Kenyan à la tête du groupe Ecobank

Une nouvelle page s'ouvre pour Ecobank Transnational Incorporated (ETI). Jeremy Awori succèdera à Ade Ayeyemi au poste de directeur général du groupe bancaire panafricain Ecobank après que ce dernier ait atteint l'âge limite de 60 ans.

● Egram AKAKPO



Jeremy Awori, DG Ecobank

Ecobank Transnational Incorporated, la société mère du Groupe Ecobank, a rendu officiel le 12 septembre 2022, le départ à la retraite d'Ade Ayeyemi après qu'il ait atteint l'âge de 60 ans, conformément à la politique de l'entreprise. Pour le succéder, le Conseil d'Administration de l'institution a désigné Jeremy Awori. Les dates de prise d'effet seront selon la banque communiquées ultérieurement.

« Ade Ayeyemi peut être fier, à juste titre, d'avoir réussi à diriger la mise en œuvre de la stratégie de la Feuille de route pour le Leadership, à relever les défis, à saisir les opportunités et à positionner Ecobank pour une croissance durable à long terme. Ses connaissances approfondies, sa vision, son engagement et son immense enthousiasme ont fait toute la différence. Ce fut un réel plaisir de travail-

ler avec lui. Je compte sur son appui sans faille pour assurer une transition aisée lors de la prise de fonction de Jeremy Awori au poste de directeur général », a indiqué Alain Nkontchou, président du Conseil d'Administration d'Ecobank. « Jeremy Awori est un leader très respecté dans le secteur bancaire, qui a obtenu des résultats significatifs dans ses précédentes fonctions. Le Conseil d'Administration est convaincu que son dynamisme et sa forte orientation vers les résultats seront essentiels pour guider le Groupe dans sa prochaine phase », a ajouté Alain Nkontchou. Le Directeur général sortant a quant à lui exprimé sa profonde gratitude pour avoir eu l'opportunité de diriger le Groupe Ecobank. « Cela a été un grand privilège pour moi d'avoir pu diriger une équipe formidable d'Ecobanquiers afin de

permettre au Groupe Ecobank de renouer avec la croissance et de continuer à réaliser notre noble mission panafricaine », a déclaré Ade Ayeyemi, qui a également exprimé son engagement à assurer une transition harmonieuse et à faciliter la mise en place de son successeur. Réagissant à l'annonce de sa nomination, le nouveau Directeur Général Jeremy Awori, a indiqué qu'il est « très honoré d'avoir été nommé à la tête du Groupe Ecobank. Je serai heureux de consolider la transformation de Ecobank, une institution véritablement panafricaine qui compte de nombreux talents, et de créer de la valeur pour toutes les parties prenantes. C'est avec humilité que je saisis l'opportunité qui m'est offert de contribuer au développement économique et à l'intégration financière du continent avec

le Groupe Ecobank ». Jeremy Awori rejoint le Groupe Ecobank après une carrière de vingt-cinq ans dans le secteur bancaire, dont près de dix ans à la tête de l'Absa Bank Kenya Plc en tant que

Directeur Général. Avant de rejoindre Absa, Jeremy Awori a occupé plusieurs postes de direction à la Standard Chartered Bank au Moyen-Orient et en Afrique. « Il apporte au Groupe

Ecobank une riche expérience, des compétences et un savoir-faire du secteur bancaire », précise le groupe Ecobank dans son communiqué.

La justice transitionnelle

la capitale togolaise à l'honneur

La 6e édition du Forum africain sur la justice transitionnelle s'est tenue du 07 au 9 septembre 2022 à Lomé

● Egram AKAKPO

Durant trois jours, les experts venus de tous les horizons du continent africain vont plancher sur cette matière. Ce forum est à mettre à l'actif du Département des affaires politiques, de la paix et de la sécurité (PAPS) de la Commission de l'UA (CUA) et le Centre d'étude de la violence et de la réconciliation (CSVR) en collaboration avec le Haut-commissariat à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale (HCRRUN). Ledit forum rassemble des universitaires, des chercheurs, des praticiens, des décideurs politiques et des représentants d'organisations de la société civile. Il vise trois objectifs. Il s'agit notamment d'examiner dans quelle mesure les processus de justice transitionnelle ont (ou n'ont pas) intégré les initiatives visant à garantir et construire l'Afrique rêvée à l'horizon 2063, d'évaluer l'application et l'applicabilité de la justice transitionnelle pour répondre aux défis et crises émergentes et de générer des idées concrètes et pratiques sur la manière de mettre en œuvre efficacement la politique de justice transitionnelle en Afrique. Selon la présidente du Haut-Commissariat à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale (HCRRUN), Awa Nana-Daboya, la rencontre constitue un cadre idéal permettant de mieux saisir les contours et les subtilités

des processus de justices transitionnelles dans le monde, en cours dans les autres pays et de faire encore mieux. Plus largement, a-t-elle précisé, « cette rencontre permettra aux praticiens de la justice transitionnelle dans nos pays respectifs, de tirer profit des expériences respectives dans une Afrique en proie à plusieurs défis qui fragilisent des politiques visant à renforcer le bien-être des populations ». De son côté, le représentant du Président de la République, le ministre Christian Trimua a indiqué qu'en choisissant le Togo pour abriter cet événement continental, l'Union Africaine et le Centre d'Etude sur la Violence et la Réconciliation reconnaissent les avancées pertinentes enregistrées ces dernières années par le pays dans l'apaisement du corps social, le renforcement du capital humain et l'amélioration de la gouvernance démocratique. « Au-delà des problématiques inscrites à son agenda, le Forum de Lomé sur la justice transitionnelle doit explorer les pistes pouvant permettre de consolider le capital humain et social dans une Afrique appelée à construire des sociétés plus paisibles et plus respectueuses malgré les menaces qui se dressent devant nos Etats », a-t-il lancé. Au menu de cette rencontre, figurent des thèmes à l'instar de : « Justice transitionnelle, sécurité alimentaire et transformation

socio-économique en Afrique; transitions émergentes et changement de pouvoir ainsi que leur rôle dans le développement et la transformation sociale ; dimensions Genre de l'insécurité et justice transitionnelle; rôle de la jeunesse dans les transitions, la justice transitionnelle et la transformation sociale ; changements climatiques, justice environnementale et Justice transitionnelle ; participation des groupes marginalisés dans la justice transitionnelle ». Il sied de rappeler que le Forum africain sur la justice transitionnelle est une plateforme annuelle multipartite visant à examiner l'état de la justice transitionnelle en Afrique et a pour but de renforcer les mécanismes et les pratiques de cette forme de justice. Même si cette édition est la sixième consécutive, il s'agit du quatrième dialogue continental après l'adoption de la Politique de justice transitionnelle de l'Union africaine (JTP-UA) en février 2019 et de la troisième rencontre pendant la pandémie de Covid-19 sur le continent. Notons également que l'Archevêque métropolitain de Lomé, Monseigneur Nicodème Anani Barrigah-Benissan prend également part aux travaux de ce forum.

Climat des affaires au Togo L'AGET dévoile les grands axes du Livre Blanc 2023

Le président de l'Association des Grandes Entreprises du Togo (AGET), Jonas Daou a présenté le jeudi 8 septembre 2022, à Lomé, les activités que mènent l'AGET et annoncé les grands axes du livre blanc qui sera publié en 2023. C'était au cours d'un déjeuner de presse à Lomé.

● Bernard AFAWOUBO

L'Association des Grandes Entreprises du Togo (AGET) dans sa politique d'œuvrer pour la croissance économique forte basée sur les atouts du pays, multiplie des initiatives. En vue de recueillir des attentes, suggestions et contributions à l'occasion de la prochaine édition du Livre Blanc de l'Association des Grandes Entreprises du Togo qui sortira en 2023, les premiers responsables de l'association ont programmé une série de rencontres avec plusieurs acteurs clés

de la vie socio-économique du pays. C'est d'ailleurs le but de la rencontre entre les premiers responsables de l'association des grandes entreprises et les professionnels des médias le jeudi 8 septembre dernier. Le Livre Blanc de l'Association des Grandes Entreprises du Togo est un document publié périodiquement dont la dernière remonte à 2015 et retrace la vision de l'AGET sur l'environnement et le climat des Affaires au Togo avec pour objectif de stimuler la liberté d'entreprendre. A en croire Jonas Daou, président de l'Asso-

ciation des Grandes Entreprises du Togo, le livre blanc, est avant tout, une vision des chefs d'entreprises que nous sommes. « Notre objectif à travers ledit document est de stimuler la liberté d'entreprendre. Dans le livre, nous avons un chapitre qui traite de la liberté d'entreprendre, l'administration, la fiscalité, la justice et les affaires sociales. Aussi nous mettons le cap sur les secteurs clés de l'économie nationale, les freins et les possibilités d'investissement au pays » a-t-il indiqué. « Nous faisons la promotion des valeurs des entreprises, de l'en-



trepreneuriat et ses fondamentaux. Nous œuvrons pour le bien-être de la population et la citoyenneté fiscale. Nous encourageons la production locale et essayons par nos expertises d'anticiper sur les réglementations. Nous sommes membres de plusieurs organisations. Comme tel, nous intervenons quand il y a des séminaires et nous nous

positionnons sur des sujets liés au développement de l'économie » a déclaré Jonas Daou. L'association des Grandes Entreprises du Togo, est une association regroupent des entreprises opérant dans le secteur industriel notamment l'agro-alimentaire et produits industriels et dans les services que sont les banques, assurances, société de contrôle, hôtellerie, transit et

logistique, maintenance portuaire. Les membres de l'association apportent une contribution fiscale de 25% soit 120 milliards par an. Ils contribuent annuellement à la fiscalité avec plus de 120 Milliards d'impôts et taxes payés.

Sécurité santé

Le bien-être du personnel, une préoccupation majeure de l'OTR

En vue de promouvoir le bien-être de son personnel, l'Office Togolais des Recettes (OTR) a organisé le vendredi 9 septembre 2022, à son siège à Lomé, sa première journée "Sécurité santé".

● Patience SALLAH



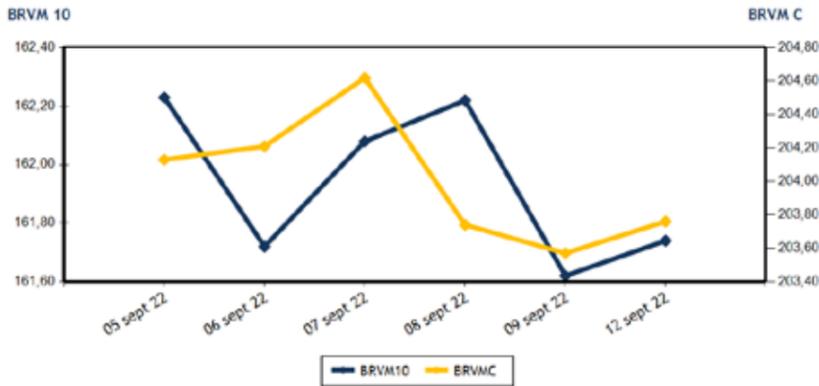
La première journée "Sécurité santé" tenue le 9 septembre 2022 au siège de l'Office Togolais des Recettes (OTR) a été une occasion de sensibilisation du personnel sur les divers dangers inhérents au travail, à la gestion des incendies et à l'utilisation de l'extincteur. En effet, il a été question au cours de cette première célébration des échanges et partages en présentiel et en ligne, axés sur des thématiques liées à la santé et à la sécurité au travail notamment, les avantages dont jouissent les agents en matière d'assurance maladie et assurance vie, et la gestion du temps. Diverses activités étaient également au rendez-vous no-

tamment des jeux de pétanques et de tennis de table. A en croire Dzidua Aziaglossou-Vovor, directeur des Ressources et de la formation professionnelle à l'Office Togolais des recettes, le comité de direction de l'Office multiplie des actions dans le but d'assurer le bien-être des agents. « Nous avons instauré l'assurance maladie pour tous les agents, l'immatriculation des agents à la CNSS, des formations en secourisme sécurité santé, la mise en place des délégués au travail, l'accompagnement du personnel à travers des organisations comme les mutuelles, les associations sportives, l'association des femmes OTR et bien

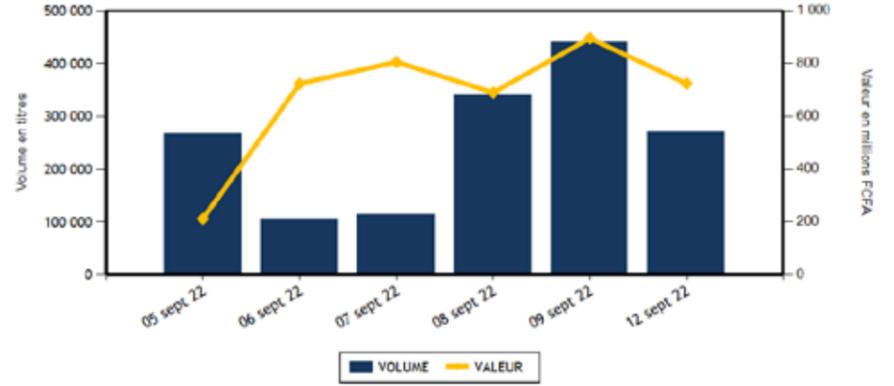
d'autres mesures » a-t-il indiqué. Pour Philippe Kokou Tchodie, commissaire général de l'OTR, l'institution prendra toutes les dispositions qui s'imposent pour garantir la sécurité santé au travail du personnel. « Toute initiative pour améliorer la sécurité santé sera la bienvenue. Le capital humain est important pour une institution comme la nôtre. Nous en sommes conscients, c'est pourquoi nous mettons tout en œuvre pour respecter les orientations des plus hautes autorités » a martelé Philippe kokou Tchodie.

BRVM 10	161,74	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE	BRVM Composite	203,76
Variation Jour	↑ 0,07 %	N° 174	Variation Jour	↑ 0,09 %
Variation annuelle	↑ 5,36 %	lundi 12 septembre 2022	Variation annuelle	↑ 0,73 %
		Site : www.brvm.org		

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 133 519 568 858	0,09 %
Volume échangé (Actions & Droits)	264 359	-37,54 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	669 890 441	-6,01 %
Nombre de titres transigés	41	-2,38 %
Nombre de titres en hausse	12	-20,00 %
Nombre de titres en baisse	13	0,00 %
Nombre de titres inchangés	16	14,29 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	8 183 961 228 660	0,07 %
Volume échangé	5 464	-69,18 %
Valeur transigée (FCFA)	54 663 500	-70,20 %
Nombre de titres transigés	7	0,00 %
Nombre de titres en hausse	3	-25,00 %
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	4	100,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SMB CI (SMBC)	6 495	6,48 %	-5,87 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	3 700	4,23 %	-11,90 %
NESTLE CI (NTLC)	6 800	4,06 %	47,67 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	6 500	3,83 %	27,45 %
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	5 600	3,80 %	-9,46 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICOR CI (SICC)	8 805	-7,36 %	71,97 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	635	-6,62 %	1,60 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	730	-5,19 %	-18,44 %
SAFCA CI (SAFC)	865	-2,81 %	1,76 %
SAPH CI (SPHC)	5 500	-2,74 %	5,87 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	102,02	1,30 %	-7,35 %	70 791	334 154 010	27,14
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	465,77	-0,38 %	3,77 %	8 410	49 670 075	9,34
BRVM - FINANCES	15	77,47	0,28 %	0,44 %	150 127	121 836 596	7,51
BRVM - TRANSPORT	2	431,20	0,00 %	-30,69 %	120	212 400	6,91
BRVM - AGRICULTURE	5	299,64	-0,82 %	23,15 %	32 694	159 045 315	6,12
BRVM - DISTRIBUTION	7	379,60	0,23 %	-6,83 %	2 217	4 972 045	27,92
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 770,62	0,00 %	96,58 %	0	0	17,23
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	8,09	
Taux de rendement moyen du marché	7,30	
Taux de rentabilité moyen du marché	7,93	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	103	
Volume moyen annuel par séance	1 085 523,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 563 671 040,79	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	4,80	
Ratio moyen de satisfaction	22,79	
Ratio moyen de tendance	475,07	
Ratio moyen de couverture	21,05	
Taux de rotation moyen du marché	0,02	
Prime de risque du marché	6,45	
Nombre de SGI participantes	28	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Valeur annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



Initiative privée Le FNDA subventionne 37 projets agricoles

Au Bénin, le Directeur Général du Fonds national de développement agricole (FNDA), a procédé le 9 septembre 2022, à la signature des conventions de projets sélectionnés à la suite de l'appel à projets au niveau des guichets 1 et 2, relatifs aux subventions des initiatives agricoles au profit des Organisations Professionnelles Agricoles (OPA) et des Micro, petites et moyennes entreprises (MPME).

Une cérémonie présidée par le Ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, soutenu par son collègue des Petites et Moyennes Entreprises et de la Promotion de l'Emploi ; avec la présence du chef suppléant du Bureau de la Coopération Suisse au Bénin, partenaire financier. Pour cette opération, 37 projets ont été retenus sur 679 reçus, pour un coût global de 1.591.602.569 FCFA et subventionnés par l'État béninois à travers le FNDA à hauteur de 845.833.241 F CFA.

Selon Valère HOUSOU, Directeur Général du Fonds National de Développement Agricole (FNDA), ces projets sont des initiatives développées au sein de toutes les filières phares, notamment, le riz, le soja, le maraîchage, l'aquaculture, les viandes et le lait, couvrent les différents pôles de développement, et sont portés par dix-neuf (19) Petites et Moyennes Entreprises Agricoles (PME) ayant des liens d'affaires avec plus de 3.500 petits producteurs pour près de 353 emplois directs à créer. Pour Gaston Cossi DOSSOUHOU, Ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, il n'est pas possible d'accroître les performances de l'agriculture béninoise sans l'investissement du secteur pri-

vé. Et c'est à ce titre que le Gouvernement du Président Patrice TALON a donné une nouvelle orientation et des moyens conséquents au FNDA pour bien jouer ce rôle. « La présente cérémonie en est un témoignage et marque l'engagement de l'État à travers le FNDA à soutenir des initiatives agricoles portées par le privé », a insisté le Ministre DOSSOUHOU.

Partenariat FNDA-ADPME souhaité

« Vous constituez pour nous, au niveau du Gouvernement, des exemples pour la nécessaire transformation structurelle de l'économie, et la prise en charge de l'épineuse problématique de la résorption du chômage des jeunes », a dit Modeste KÉRÉKOU, Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de la Promotion de l'Emploi, aux responsables des projets lauréats, avant de souhaiter : « Le Ministère dont j'ai la charge met en œuvre des réformes qui changent positivement l'environnement du travail des entreprises béninoises, notamment celles agricoles. L'un des résultats tangibles est la création de l'Agence de Développement des PME (ADPME) en tant que guichet unique de la promotion des PME. Au regard de l'évolution de l'écosystème environnemental au

Bénin, je veux espérer qu'un partenariat FNDA-ADPME puisse naître très rapidement et se concrétiser et soit fécond afin de faire émerger une masse critique de PME porteuses de projets agricoles de grandes valeurs ajoutées et génératrices de richesses et d'emplois ».

Au nom des bénéficiaires, Célia FIOGBE a dit leur profonde gratitude à l'endroit du Gouvernement et ses Partenaires Techniques et Financiers qui mettent tout en œuvre pour révéler le Bénin à la face du monde à travers un secteur agricole compétitif et contribuant efficacement à la prospérité des acteurs et à l'économie béninoise. « Nous bénéficiaires, étant conscients de l'importance et de la rigueur que le Chef de l'État, Patrice TALON, met dans la bonne gestion des ressources devant servir à impacter positivement la communauté béninoise, tant sur le plan social qu'économique, nous promettons d'utiliser nos subventions pour les investissements pour le rayonnement de nos entreprises et la revitalisation de l'industrie agricole béninoise », a-t-elle promis.

Pour sa part, Schranz BJÖRN, Chef suppléant du Bureau de la Coopération Suisse au Bénin, a exhorté les promoteurs agricoles

bénéficiaires à faire preuve de sérieux et de rigueur afin que les objectifs visés par chaque

projet soient atteints. Il faut souligner qu'au titre de cette opéra-

tion, 43 projets sont en attente pour un besoin en subvention de 581.906.586 FCFA.

Gabon/ Assainissement

Orelo obtient un contrat de 119 milliards FCFA

Ce projet s'inscrit dans le Plan d'accélération de la transformation (PAT) visant l'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement au Gabon.

Le Gabon aura bientôt une nouvelle station de traitement et d'adduction d'eau potable à Ntoum, dans la province de l'Estuaire. Le marché à 119 milliards FCFA a été confié par l'État à la société Orelo, le 9 septembre 2022. L'infrastructure, qui aura une capacité de production moyenne de 140 000 m³ par jour en période régulière et 105 000 m³ en période d'étiage, vise à couvrir le déficit de fourniture d'eau potable et exploiter le potentiel hydrique du pays. Destiné à répondre à la croissance de la demande du Grand Libreville, le projet prévoit l'installation de 52 km de canalisations d'eau brute de diamètre de 1 600 mm et 1 400 mm, et 1,5 km de canalisations d'eau traitée d'un diamètre de 1 200 mm. Le chantier pourrait générer 500 emplois directs et 200 indirects pour les localités traversées, avec un impact social sur environ 700 000 habitants dès sa mise en service en 2026. Selon Alain-Claude Bilié-By-Nze, le ministre de l'Énergie, le projet va compléter le Programme intégré pour l'alimentation en eau potable et l'assainissement de Libreville (Piaepal), qui consiste à renouveler les canalisations. Pour le DG de Gabon Power Company, Marcelin Massila AKendengué, il représente une avancée significative pour le pays en matière d'accès à l'eau potable. « Pour GPC, c'est aussi

une réalisation symboliquement importante qui démontre notre attachement aux enjeux sociaux et de développement liés à la production d'eau potable au Gabon », a-t-il affirmé. Le Nouveau Gabon informe que l'acte de ratification implique l'État gabonais et un consortium composé du Fonds gabonais d'investissements stratégiques (FGIS) à travers sa filiale Gabon Power Company (GPC), ainsi que du Groupe industriel panafricain Eranove, qui a créé la société anonyme de droit gabonais Orelo. Cette dernière, maître d'ouvrage, assurera la conception, le financement, la construction, l'exploitation et la maintenance des installations pour une durée de 25 ans. Avec Agence Ecofin Performance s é c o n o m i q u e s

La RDC annonce un taux de mobilisation des recettes de 134% entre janvier et août 2022. Accompagné par ses partenaires au développement, le gouvernement de la RDC s'est engagé dans des réformes visant à renforcer la gouvernance économique. Ces mesures censées améliorer les performances économiques du pays semblent porter des fruits. Le gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC) a mobilisé 134% des recettes prévues entre le 1er janvier et le 31 août 2022. L'information a été rendue publique par le ministère des Finances

à l'issue d'une réunion tenue le jeudi 8 août. Sur 4,84 milliards de dollars attendus, la RDC a réussi à mobiliser plus de 6,5 milliards de dollars. Cette performance représente 88% des objectifs de cette année, soit 7,35 milliards de dollars. Les recettes collectées durant le seul mois d'août s'élèvent à près de 787 millions de dollars. Ce qui représente un taux de recouvrement de 145% par rapport aux prévisions mensuelles qui sont d'environ 541,7 millions de dollars. La RDC mène depuis plusieurs mois des réformes en vue d'assainir la gouvernance économique. Dans un rapport publié en avril dernier, le Fonds monétaire international (FMI) a salué un renforcement de la croissance économique du pays cette année. Kinshasa a d'ailleurs reçu un soutien financier de 250 millions de dollars de la part de la Banque mondiale à cet effet en juin dernier. Notons que dans son condensé des informations budgétaires intitulé « Budget Citoyen », le gouvernement congolais projetait une croissance de l'activité économique à 5,6% en 2021 (5,7% enregistré selon la Banque mondiale) et à 4,9% en 2022.

Avec Agence ecofin

Culture de l'excellence

Plus de 300 meilleurs élèves bénéficient du projet PASKIT

La 7ème édition (2022 – 2023) du projet d'Assistance en Kits scolaires aux élèves démunis et aux meilleurs élèves des différents examens (PASKIT) s'est tenue le samedi, 10 septembre 2022. Cette édition a été particulièrement marquée par plusieurs activités innovantes.



Les activités de la journée du 10 septembre ont débuté par une course dénommée "CROSS-COUNTRY" dont le but est de déceler des talents athlétiques parmi les jeunes du canton de Baga pour la formation d'un club d'athlétisme pouvant participer aux compétitions locales, nationales et internationales. Cette course qui a été organisée avec l'appui technique de la Fédération Togolaise d'Athlétisme en la personne de M. Kassaya KOUNTE, Vice-président de la FTA a commencé effectivement aux environs de 5 heures par le contrôle des présences et identités des participants puis le lancement effectif du Cross-country féminin à 6 h précises. Celles-ci ont parcouru une distance de 4 080 mètres à travers les artères du canton de Baga. Après les filles, ce fut le tour des garçons qui ont quant à eux parcouru 6 005 mètres. A l'issue de cette compétition qui a connu la participation de 46 jeunes dont 20 filles, les 10 meilleures filles et les 10 meilleurs garçons ont été récompensés avec des prix spéciaux pour les 5 premiers /premières. Ceci étant, il faut souligner néanmoins que les 20 meilleurs athlètes issus de cette course, soient 10 filles et 10 garçons, ont reçu des prix d'excellence. Ces prix sont constitués outre des médailles en or, en argent et en bronze pour les 3 premiers; des maillots pour athlète et des fournitures scolaires. Toutefois, tous les autres participants n'ont pas été ignorés dans l'octroi de fournitures scolaires; ils sont repartis chacun avec un kit de participation. Cette course ayant pris fin au tour de 11

heures, une pause a été observée jusqu'à 14 heures 30, heure à laquelle la distribution des kits et des récompenses a effectivement démarré dans la cour de l'Ecole Primaire Publique Centrale de Baga par l'installation des kits puis des invités. Les installations terminées, ce fut le moment crucial de la cérémonie de distributions de kits pour le compte de la 7ème édition du projet PASKIT - UNIR - BAGA. Débutée autour de 15 heures 30 minutes, ladite cérémonie s'est déroulée en deux étapes essentielles : la cérémonie d'ouverture officielle et la distribution des kits proprement dite. Le Secrétaire cantonal, RAWA Komi Momba, a d'abord situé la circonstance de la 7ème édition du projet PASKIT dans son contexte puis souhaité la cordiale bienvenue à

toute l'assistance, avant de réitérer le soutien de la politique socioéducative du Président de la République, Président du Parti par tous les militants et militantes du canton de Baga. Il a ensuite félicité et remercié les cadres UNIR – Baga pour leurs efforts de tous les temps afin de rendre effective l'éducation de leurs jeunes frères surtout, dans l'excellence. En effet, Le Professeur AGODA – KOUSSEMA L. K. Augustin après avoir situé les circonstances de la rencontre, a remercié l'assistance pour la mobilisation avant de rappeler l'importance de l'éducation pour un enfant et sa communauté. Il a poursuivi en remerciant le Président de la République pour son leadership et sa vision pour un Togo émergent en se référant à la feuille gouvernementale

actuelle. Il a, pour terminer, félicité le Président de la République pour ses efforts dans la lutte contre le terrorisme et a appelé toute la population de Baga à le soutenir dans cette mission délicate en adoptant des comportements responsables et surtout en dénonçant auprès des autorités locales tout individu ou tout acte suspect remarqué. Il n'a pas passé sous silence l'opération cataracte offerte gracieusement par son Excellence le Président de la République Faure ESSOZIMNA GNASSINGBE. Le Maire de la commune Doufelgou 1 représentant le Préfet, TCHEMI T. Tchambi, prenant la parole, n'a pas manqué de féliciter cette initiative perpétuelle à Baga et de témoigner du soutien indéfectible de son Excellence Faure ESSOZIMNA GNASSINGBE à des projets de telle envergure sur le plan national. Il a, pour corroborer ses propos plaider pour une prochaine sponsorship ou subvention du gouvernement au projet PASKIT de UNIR – Baga à partir des prochaines éditions avant de souhaiter plein succès aux travaux de la 7ème édition. Il faut souligner qu'ils sont plus de trois cent bénéficiaires

identifiés dans chacun des six villages du canton et de la communauté peuhle voisine. Il s'agit notamment des meilleurs lauréats issus des différents examens, les élèves démunis, les athlètes, les Etablissements scolaires du canton, les équipes de Football du canton, le groupe de répétiteurs, les bénéficiaires de certificats de nationalité établis par le concours des cadres UNIR - Baga. Notons que, les trois Ecoles Primaires Publiques du canton ont battu tous, le record de 100% au CEPD et ont à juste titre, reçu en dehors de leur kit ordinaire, des enveloppes symboliques, en signe de motivation et d'encouragement. La remise a été symbolique à chaque niveau en présence des officiels et invités; la distribution proprement dite étant faite après le retrait de ces derniers. Il faut préciser que tous ces dons sont évalués à trois million six cent mille francs (3.600.000) francs CFA. Il faut aussi relever qu'il a été annoncé plusieurs actions au cours de l'année scolaire 2022-2023 notamment un concours des Sciences, des séances de sensibilisation à l'endroit des élèves...

Offrez-vous la Fibre Togocom

à seulement
10.000 FCFA
et profitez du meilleur de l'internet !

**SUPER
PROMO**



119/888

En agence / commercial itinérant

La Fibre

Offre soumise à conditions.
Frais d'accès fibre à 10.000 FCFA
au lieu de 25.000 FCFA.
Promo valable jusqu'au 30 septembre 2022

Avancer. Pour vous. Pour tous.

togocom.tg   



Togocom